

9

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET  
SERVICES D'ÉDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE  
FRANCAISE, DE LA REGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTÉ  
GERMANOPHONE**

**Convention collective de travail du 22 décembre 2003 instituant un Fonds de  
sécurité d'existence dénommé « Fonds Sectoriel MIRABEL » et en fixant les  
statuts.**

Vu l'accord intervenu le 17 juin 1998 en Sous-commission paritaire des maisons  
d'éducation et d'hébergement, il est convenu :

**A. CREATION:**

Article I<sup>er</sup>. Par la présente Convention collective de travail et en application de  
l'article 1, alinéa, 1<sup>o</sup> de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité  
d'existence, la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement institue  
un Fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.

Art. 2. La présente Convention collective de travail s'applique aux travailleurs et  
aux employeurs des établissements et services qui ressortissent à la Sous-Commission  
paritaire autonome francophone des maisons d'éducation et d'hébergement agréés et/ou  
subventionnés par la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté  
germanophone, ou la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-  
Capitale, ainsi que pour les établissements et services, exerçant les mêmes activités et  
qui **ne** sont ni agréés ni subventionnés et dont l'activité principale se situe en Région  
wallonne.

Par « employeur », on entend les employeurs exerçant leur activité principales  
dans une ou plusieurs activités définies à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 5 février  
1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand,  
modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1997, 6 juillet 1997 et 16 avril 1998, et qui sont  
constitués en association sans but lucratif ou en société à finalité sociale dont les statuts  
stipulent que les associés ne recherchent aucun bénéfice patrimonial.

Par " travailleurs ", on entend les employées et employés et les ouvrières et  
ouvriers.

Art. 3. La présente Convention collective de travail produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier  
2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

29-12-2003

18-02-2004

69888 | 16 | 319 02

NR.

4

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année avec effet au 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement agréés et/ou subventionnés par la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone, ou la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale..

Le Président transmet une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires ainsi qu'au Ministre de l'Emploi et du Travail et A l'Office National de Sécurité Sociale.

#### A. STATUTS:

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. - *Dénomination et siège social.*

Art. 4. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, il est institué un Fonds de sécurité d'existence, dénommé « Fonds sectoriel MERABEL ».

Le siège social et administratif du Fonds est établi à 1000 Bruxelles, Quai du commerce, 48. Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du Conseil d'Administration du Fonds, prévu à l'article 12.

Le Conseil d'Administration doit communiquer sa décision au Président de la Sous-commission paritaire et au Ministre de l'Emploi et de la Concertation sociale..

##### CHAPITRE 11. - *Objet.*

Art. 5. Le Fonds régi par la présente Convention collective de travail a pour seul objet la gestion du produit mutualisé de la réduction des cotisations visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Le Fonds est chargé, conformément aux dispositions de cet arrêté ministériel :

- recevoir le produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'alinéa 1er;
- attribuer le produit de la réduction de cotisations aux employeurs qui s'engagent à faire un effort supplémentaire en matière d'emploi selon les modalités prévues par et / ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et par la Convention collective de travail du 3 décembre 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des maisons d'éducation et d'hébergement.

Art. 6. Dans le cadre de la mission décrite à l'article 5, le Fonds peut solliciter l'autorisation d'utiliser une partie du produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'article 5, alinéa 1er de la présente Convention pour couvrir les frais de personnel et les frais d'administration.

Art. 7. Dans le cadre de la mission décrite à l'article 5, le Fonds remplit toutes les missions confiées aux Fonds sectoriels par et / ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Art. 8. Le Fonds est autorisé à conclure un contrat de gestion avec le Ministre de l'Emploi et du Travail.

### CHAPITRE III. - *Financement.*

Art. 9. Les moyens financiers du Fonds se composent de :

- le produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'article 5, alinéa 1er de la présente Convention, en ce compris les intérêts ;
- les autres moyens financiers qui lui seraient attribués par ou en vertu d'une Convention collective de travail sectorielle pour couvrir les frais d'administration visés à l'article 10.

Art. 10. Les frais d'administration du Fonds sont fixés annuellement par le Conseil d'Administration prévu à l'article 12.

Ces frais sont uniquement couverts par :

- les interventions visées à l'article 6 ;
- les moyens éventuellement mis à sa disposition par ou en vertu d'une Convention collective de travail sectorielle.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, vu que le réviseur désigné en application de l'article 20 est un réviseur d'entreprise, dans la mesure où le Fonds conclut un contrat de gestion avec le Ministre de l'Emploi et du Travail, les frais relatifs à l'intervention du réviseur peuvent être imputés sur les intérêts dont mention à l'article 9.

#### CHAPITRE IV. - *Bénéficiaires, octroi et liquidation des réductions de cotisations.*

Art. 11. Les employeurs bénéficient des interventions du Fonds selon les modalités déterminées par et / ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 ainsi que par et / ou en vertu de la Convention collective de travail du 3 décembre 2002.

#### CHAPITRE V. - *Gestion.*

Art. 12. Le Fonds est géré par un Conseil d'Administration paritaire composé de 10 membres effectifs.

Ces membres sont désignés par et parmi les membres de la Sous-commission paritaire, pour la moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour l'autre moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

Art. 13. Les membres du Conseil d'Administration sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la Sous-commission paritaire.

Le mandat de membre du Conseil d'Administration prend fin en cas de démission ou de décès ou lorsque le mandat de membre de la Sous-commission paritaire prend fin ou à lorsque la durée du

9

mandat est expirée ou lorsque l'organisation qui a présenté le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé cesse d'appartenir à l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du Conseil d'Administration sont renouvelables.

Art. 14. Les membres du Conseil d'Administration ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Le Conseil d'Administration choisit tous les deux ans un Président et un vice-président parmi ses membres, issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

Il désigne également la personne chargée du secrétariat.

Art. 16. Le Conseil d'Administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds, dans les limites fixées par et / ou en vertu de la loi du 7 janvier 1958, des présents statuts et de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du Président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé le cas échéant par un membre du Conseil désigné à cet effet par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration a notamment pour missions :

- d'attribuer le produit de la réduction de cotisations conformément aux dispositions visées à l'article 5, alinéa 2 et d'assurer le suivi de cette attribution ;
- de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et de ses arrêtés d'exécution ;
- de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds ;

- d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts ;
- de déterminer les frais de gestion ;
- de transmettre chaque année en juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la Sous-commission paritaire ;

Art. 17. Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par semestre.

Le Conseil se réunit soit sur convocation du Président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le Conseil et signé par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le Président et le vice-président.

Art. 18. Le Conseil d'Administration ne peut se réunir et délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que de la délégation des employeurs est présente ou représentée.

Art. 19. Sauf disposition contraire prévue par le règlement d'ordre intérieur établi par le Conseil d'Administration, ses décisions sont prises à l'unanimité.

## CHAPITRE VI. - *Contrôle.*

Art. 20. Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission Paritaire désigne, en vue du contrôle de la gestion du Fonds, un réviseur qui sera un réviseur d'entreprises.

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la Sous-commission paritaire.

En outre, il informe régulièrement le Conseil d'Administration du Fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

#### CHAPITRE VII. - *Bilan et comptes.*

Art. 21. Chaque année, les bilans et comptes de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre.

#### CHAPITRE VIII. - *Reprise des droits et obligations.*

Art. 22. Le Fonds créé par la présente Convention succède, uniquement en ce qui concerne les droits et obligations ayant trait au MARIBEL SOCIAL tel qu'il s'applique, jusqu'au 30 juin 1998, au Fonds de sécurité d'existence dénommé " Fonds ISAJH " dont il reprend les droits et obligations en cette matière.

#### CHAPITRE IX. - *Dissolution et liquidation.*

Art. 23. Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

Art. 24. Il est dissout par la Sous-commission paritaire à la suite d'un préavis éventuel comme prévu à l'article 3.

Art. 25. Après paiement du passif, les biens et valeurs du Fonds sont transférés au Fonds pour l'emploi non marchand visé par l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

La Sous-commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du Conseil d'Administrateur du Fonds.

4

Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 22 december 2003 tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid, genaamd "Fonds sectoriel MIRABEL" en tot vaststelling van de statuten.**

Gelet op het akkoord bereikt op 17 juni 1998 in het Paritair Subcomité voor de opvoedingen huisvestingsinrichtingen, wordt overeengekomen:

A. OPRICHTING:

Artikel 1. Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, alinea 1,1° van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid richt het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna worden vastgesteld.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen erkend en/of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap of de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook voor de instellingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen en die noch erkend, noch gesubsidieerd worden en waarvan de hoofdactiviteit wordt en verricht in het waalsgewest.

Onder "werkgever" wordt verstaan, de werkgevers die hun hoofdactiviteit uitoefenen in één of meerdere activiteiten omschreven in artikel 1° van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 5 mei 1997, 6 juli 1997 en 16 april 1998, en die georganiseerd zijn als vereniging zonder winst oogmerk of als vennootschap met een sociaal oogmerk waarvan de statuten bepalen dat de vennoten geen vermogensvoordeel nastreven.

Onder "werknemers" wordt verstaan de mannelijke en vrouwelijke bedienden en arbeiders.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking vanaf 1 januari 2003 en is voor onbepaalde tijd gesloten.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 1 januari van ieder jaar met uitwerking op 1 juli van het daaropvolgend jaar.

De opzegging moet betekend worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen erkend en/of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap of de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De voorzitter bezorgt een kopie van de opzegging aan elk van de ondertekenende partijen, evenals aan de Minister van Tewerkstelling en Sociale overleg en aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

23-12-2003

16-02-2004

NR.

09988/6/31902

B.STATUTEN:

HOOFDSTUK 1. - *Benaming en maatschappelijke zetel*

Art. 4. Vanaf 1 juli 1998 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds Sectoriel MIRABEL".

De maatschappelijke en **administratieve** zetel van het Fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Handelskaai 48. Deze zetel kan bij eenparige beslissing van de Raad van Beheer van het Fonds, bepaald in artikel 12, naar elders overgeplaatst worden. De Raad van Beheer moet zijn besissing medelen aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité en aan de Minister van Tewerkstelling en Sociale overleg.

HOOFDSTUK 11. - *Doel*

Art. 5. Het Fonds opgericht door deze overeenkomst heeft als enig doel het beheer van de gemutualiseerde som van de **bijdragevermindering** bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002.

Overeenkomstig de bepalingen van dit ministerieel besluit, is het Fonds is belast met:

- \* het ontvangen van de som van de **bijdrageverminderingen** vermeld in alinea 1 ;
- \* het toekennen van de som van de bijdrageverminderingen aan de werkgevers die zich ertoe verbinden om een extra inspanning te leveren voor de tewerkstelling volgens de modaliteiten bepaald door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en in de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 december 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de sector van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen

Art. 6. In het kader van het doel omschreven in artikel 5 kan het Fonds de toelating vragen om een gedeelte van de som van de bijdrageverminderingen, bedoeld in artikel 5, **alinea 1** van deze overeenkomst, te gebruiken om de personeels- en administratiekosten dekken.

Art. 7. In het kader van het doel omschreven in artikel 5 vervult het Fonds **alle** opdrachten toevertrouwd aan de sectorale fondsen door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002.

Art. 8. Het Fonds wordt de toelating verleend een beheersovereenkomst te sluiten met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

**HOOFDSTUK III. - Financiering.**

Art. 9. De geldmiddelen van het fonds bestaan uit:

- de **som** van de **bijdrageverminderingen** vermeld in artikel 5, **aline**a 1 van deze overeenkomst, met inbegrip van de interest;
- de andere geldmiddelen die zouden toegekend worden door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst **om** de in artikel 10 bedoelde **administratiekosten** te dekken.

Art. 10. De administratiekosten worden **elk** jaar vastgesteld door de Raad van Beheer, bepaald in artikel 12.

Deze kosten worden uitsluitend gedekt door:

- de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 6;
- de eventuele **middelen** die ter beschikking worden gesteld door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

In afwijking van de bepalingen van **aline**a 2 van dit artikel, gezien het feit dat de revisor aangeduid bij toepassing van artikel 20 een bedrijfsrevisor is, voor zover het Fonds een beheersovereenkomst **sluit** met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, kunnen de kosten met betrekking **tot** de tegemoetkoming van de revisor worden aangerekend op de interesten waarvan sprake in artikel 9.

**HOOFDSTUK IV. - Rechthebbenden, toekenning en betaling van de bijdrageverminderingen.**

Art. 11. De werkgevers ontvangen de tegemoetkomingen van het Fonds volgens de **modaliteiten** voorzien door en/of krachtens het koninklijk besluit van **18 juli** 2002 **alsook** door en/of krachtens de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 december 2002.

**HOOFDSTUK V. - Beheer.**

Art. 12. Het Fonds wordt beheerd door een paritaire Raad van Beheer samengesteld uit 10 effectieve **leden**.

Deze leden worden aangewezen door en onder de leden van het Paritair Subcomité, voor de **helft** op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere **helft** op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

Art. 13. De leden van de Raad van Beheer worden aangewezen voor dezelfde **periode** als deze van hun mandaat als **lid** van het Paritair Subcomité.

Het mandaat van lid van de Raad van Beheer vervalt door ontslagneming of door overlijden of wanneer het mandaat als lid van het Paritair Subcomité een einde **neemt** of wanneer de duur van het mandaat is verstreken of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen

9

om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen **deel meer** uitmaakt van de organisatie die hem voorgedragen **heeft**.

Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De **mandaten** van de **leden** van de Raad van Beheer zijn **hernieuwbaar**.

Art. 14. De leden van de Raad van Beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen aangegaan door het Fonds.

Hun **verantwoordelijkheid** beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

Art. 15. De Raad van Beheer kiest **elk** jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de **werkgeversafvaardiging**.

De Raad van beheer **wijst** eveneens de persoon aan die met het secretariaat wordt belast.

Art. 16. De Raad van Beheer beschikt over de **meest** uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds, binnen de limieten gesteld door **en/of** krachtens de wet van 7 januari 1958, deze statuten en het koninklijk besluit van 18 **juli** 2002.

Tenzij andersluidende beslissing van de Raad van Beheer treedt deze laatste in al zijn handelingen op en handelt hij in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van de Raad daartoe door de Raad aangesteld.

De Raad van Beheer heeft onder meer **als** opdrachten :

- het toekennen van de **som** van de bijdrageverminderingen **overeenkomstig** de bepalingen bedoeld in artikel 5, **alinea** 2 en het opvolgen van deze toekenning;
- **alle** nodige maatregelen te **treffen** voor de uitvoering van de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en van zijn uitvoeringsbesluiten;
- over te gaan **tot** de eventuele aanwerving en het eventuele ontslag van het personeel van het Fonds;
- **controle** uit te oefenen en **alle** nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
- de administratiekosten vast te stellen;
- tijdens de **maand** juni van elk jaar schriftelijk **verslag** te bezorgen aan het Paritair Subcomité over de vervulling van zijn opdrachten;

Art. 17. De Raad van Beheer vergadert minstens éénmaal per semester.

De Raad vergadert hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van tenminste de **helft** van **zijn leden** hetzij op vraag van een der in zijn schoot vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen **moeten** de agenda vermelden.

De notulen worden opgemaakt door de secretaris aangewezen door de Raad van Beheer en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Art. 18. De Raad van Beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de **helft** zowel van de leden van de werknemersafvaardiging **als** van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

Art. 19. Behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk **reglement** opgesteld door de Raad van Beheer worden zijn beslissingen **getroffen** bij eenparigheid.

HOOFDSTUK VI. - *Controle.*

Art. 20. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het Paritair Subcomité in hoedanigheid van revisor een bedrijfsrevisor aan ter **controle** van het beheer van het Fonds.

Deze **moet** minstens éénmaal per jaar verslag uitbrengen bij het Paritair Subcomité.

Bovendien **licht** hij de Raad van Beheer van het Fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

HOOFDSTUK VII. - *Balansen rekeningen.*

Art. 21. Elk jaar worden op 31 december de balans en rekeningen van het afgelopen dienstjaar afgesloten.

HOOFDSTUK VIII. - *Overname van de rechten en verbintenissen.*

Art. 22. Met betrekking tot de rechten en plichten die betrekking hebben op de SOCIALE MARIBEL zoals dit stelsel tot 30 juni 1998 van toepassing is, **neemt** het door deze overeenkomst opgericht Fonds de rechten en verbintenissen over van het fonds voor bestaanszekerheid genaamd "IDJZG-Fonds"

HOOFDSTUK IX. - *Ontbinding en vereffening.*

Art. 23. Het Fonds is opgericht voor een onbepaalde tijd.

Art. 24. Het wordt ontbonden door het Paritair Subcomité ingevolge een eventuele **opzeggingstermijn** zoals bepaald in artikel 3.

Art. 25. Na betaling van het passief, worden de goederen en waarden van het Fonds overgeheveld naar het non-profit **tewerkstellingsfonds** bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002.

Het Paritair Subcomité duidt de **vereffenaars** aan onder de leden van de Raad van Beheer van het Fonds.